

## Trois mots sur l'"ottomania"

Les représentations et les aspirations de la Turquie actuelle semblent échapper à la presse, aux supposées élites françaises, comme aux dirigeants européens.

Un "duo de choc", représentatif d'une certaine arrogance française, le 4 janvier au soir à la télévision (1). Marie-France Garaud, toujours prête à faire montre de son intelligence acide (2), et Emmanuel Todd, toujours certain de ses certitudes (3). Conviction partagée : les Etats-nations résistent à la mondialisation. Cible commune : l'Occident. Ils accablent ce dernier de leurs sarcasmes, jubilent de le constater en déclin, sur le point de quitter la scène et de s'incliner devant l'Asie. Avec un refrain : l'Occident ne veut plus rien dire (4).

Deux jours plus tôt, à Istanbul, le quotidien gouvernemental *Zaman* (5) a publié les résultats d'une enquête réalisée par l'Organisation pour la Recherche Stratégique Internationale (6) destinée à mesurer l'état de l'opinion à l'égard de la politique étrangère de la Turquie. Echantillon large de deux mille personnes choisies dans cinq des quatre-vingt-dix provinces de la République de Turquie. A savoir : celle d'Istanbul et de la partie la plus occidentalisée de l'Anatolie, les départements de Smyrne, Trébizonde, Adana et Ankara. Agréable surprise pour Washington : seulement 12,7 % des sondés se qualifient eux-mêmes comme anti-occidentaux. Les réponses recueillies sur les relations "souhaitées" pour la Turquie viennent toutefois tempérer l'enthousiasme de ceux qui, comme Michel Rocard et Pierre Lellouche, tiennent les Turcs pour des alliés. Sur le terrain économique, les sondés sont 46,5 % à souhaiter l'amélioration des relations avec l'Iran et 52 % avec la Syrie. Souhait peu surprenant, l'Iran est un voisin limitrophe, la Syrie est désormais un partenaire courtisé par les actuels dirigeants turcs. Les Kurdes en arrière-pensée...

Pour les autres, l'Azerbaïdjan arrive en tête des "amis" supposés, avec 19,5 % d'avis favorables. Les ressortissants de ce "pays-frère" ont une animosité particulière pour les Arméniens avec lesquels ils ont été en guerre au début des années 1990 pour le contrôle du Nagorny-Karabakh. Ce qui refroidit les espérances placées dans l'accord de normalisation - prévoyant un processus de réconciliation avec établissement de relations diplomatiques et l'ouverture de la frontière commune - signé par la Turquie et l'Arménie en octobre dernier à Zurich. Jugé conforme par la Cour constitutionnelle arménienne, cet accord est assorti par elle d'une mise en garde : les deux protocoles d'accord si-

gnés avec la Turquie ne peuvent contredire un article de la déclaration d'indépendance de l'Arménie faisant référence au "génocide de 1915". Formulation recusada par la Turquie. L'interprétation de la Cour arménienne ne pourra "jamais être acceptée", souligne Recep Tayyip Erdogan, alors en visite en Arabie Saoudite...

La Bosnie-Herzégovine, en seconde position, avec 12,6% des suffrages. Le fait confirme un "intérêt" constaté lors de la crise bosniaque des années 1990. A l'autonomie dernier, Ahmet Davutoglu, professeur de relations internationales, théoricien et chef de la diplomatie d'Ankara depuis mai dernier, s'est rendu en Bosnie-Herzégovine et y a fait sensation en proclamant : "Sarajevo est notre ville". Au préalable, il avait lancé : "Istanbul est votre ville". Affirmations significatives. Elles mériteraient l'attention de nos présents experts en turcologie. En troisième position, les Etats-Unis, avec 12,5 %. Les pays de l'Union européenne arrivent en dernière position avec seulement 2,75 %. Une minorité, probablement constituée par ceux avec lesquels nos élites turcophiles entretiennent des relations et tiennent pour représentatifs de la Turquie.

Agrogés aussi : 37 % des Turcs interrogés pensent que la Turquie ne se connaît pas d'alliés. La solitude d'un peuple orgueilleux qui ne se reconnaît d'appartenance que "turque". Eclaircissement présumé conflit interne sur le choix, monde occidental ou monde islamique, souvent prêté aux Turcs. Ces derniers se targuent plutôt d'une vision "pluridirectionnelle". Ahmet Davutoglu précise : "La Turquie ne peut pas privilégier ses liens avec l'Orient ou avec l'Occident car les deux sont indissolublement liés". La formule devrait donner à réfléchir aux dirigeants européens, car elle exprime la volonté d'équidistance.

Avec le déclin du kémalisme, une telle doctrine favorise le regain de faveur de l'osmanisme dans la Turquie dirigée par Erdogan et son gouvernement issu de la mouvance islamiste. Passée sous silence par le système médiatique français, la disparition en septembre dernier à Istanbul du quarante-cinquième chef de la dynastie ottomane, en a été une manifestation. Osman Ertugrul Osmanoglu était le petit-fils du sultan Abdülhamid II qui a régné de 1876 à 1909 et le fils du prince Mehmet Burhaneddin. Après l'abolition du califat qui devait suivre

celle du sultanat en 1922, il avait été chassé avec la famille impériale par Mustafa Kemal en 1924. "Les hommes avaient un jour pour partir, les femmes une semaine" avait relaté le défunt dans un entretien accordé en 2006. Pour revenir en Turquie, il devra attendre 1992 et une mesure d'amnistie. Erdogan lui accordera la citoyenneté turque en 2004.

Ses funérailles se sont déroulées le 26 septembre dans l'enceinte de la Mosquée bleue, après la prière de midi, en présence de trois membres du gouvernement dont le ministre turc de la Culture Ertugrul Günay, d'éminentes personnalités dont le préfet d'Istanbul Muammer Güler et le consul général-adjoint de France à Istanbul Thierry Klockenbrink. Foule nombreuse - près de dix mille personnes - pour accompagner le cercueil du défunt couvert du drapeau national turc, jusqu'au cimetière situé à Calogay sur Divan Yolu, dans le centre historique d'Istanbul, où repose son grand-père.

Début janvier, un article de Laure Marchand évoque cette disparition et l'"ottomania" de la Turquie dans *Le Figaro* (7). Pourquoi avoir attendu trois mois ? Pourquoi développer une rhétorique spéculative qui prétend que "l'opinion des pays européens à l'entrée d'Ankara dans l'UE contribue à mythifier l'âge d'or de l'empire perdu". Cela est faux. Et pourquoi présenter comme une nouveauté la déclaration de Suat Kinklioglu, porte-parole du comité des affaires étrangères au Parlement turc, affirmant : "La Turquie réintègre des espaces où elle a été présente pendant des siècles" ?

Dès l'implosion de l'URSS, Ankara se soucie de renouer avec les populations turcophones de l'Asie centrale, allant jusqu'à concevoir des réseaux de diffusion radiophonique et télévisée. Lors de l'éclatement de la Yougoslavie et de la guerre civile en Bosnie-Herzégovine, plus tard au Kosovo, Ankara n'hésite pas à donner de la voix, notamment pour soutenir le "président" Alija Izetbegovic, lequel affirme, dans une déclaration télévisée à Sarajevo effectuée en juin 1994, que la Bosnie est "un test des relations de l'Occident avec les pays musulmans". Ces derniers, affirme-t-il, "considèrent comme ennemi tout pays occidental qui, dans une situation actuelle, ne prendrait pas une position juste vis-à-vis de la Bosnie". Au début de la même année, Tansu Ciller, Premier ministre de la Turquie, et

Benazir Bhutto, son homologue pakistanaise, se sont rendus à Sarajevo. La presse française salue le courage de leur démarche dite "humanitaire". Les intentions de Tansu Ciller sont pourtant d'une autre nature. En annonçant ce voyage à la presse d'Ankara, elle le justifie par le souci de témoigner de la solidarité islamique, déclarant : "J'irai à Sarajevo pour appeler la communauté internationale à empêcher le fondamentalisme chrétien qui se réveille en Europe".

**2002** L'arrivée au pouvoir de l'AKP (Parti de la justice et du développement) accélère le mouvement. Le corset kémaliste craque, les interdits s'enlèvent. La nouvelle diplomatie, conduite par Ahmet Davutoglu, est souvent qualifiée de "néo-ottomane". Active dans les Balkans comme au Moyen-Orient, elle l'est aussi en direction de l'Asie centrale. L'imposition de l'Union soviétique a provoqué la naissance de cinq républiques turcophones indépendantes en 1991, dans l'ancien Turkestan russe - le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan et le Kirghizstan - alors que dans le Caucase, elle fait surgir l'Azerbaïdjan. Résonance considérable en Turquie. "Il fera naître toute une littérature sur l'avènement d'un ensemble culturel, linguistique, voire politique, dominé par une Turquie appelée à jouer un rôle de puissance régionale" (8).

A l'époque, Turgut Ozal (1927-1993) fait montre cependant d'une certaine prudence, il sait que la Turquie de Kemal n'a jamais cessé de tenir compte du "puissant voisin" russe. Pourtant, celui-là même qui adresse la demande d'adhésion de la Turquie à la Communauté Economique Européenne (avril 1987), est aussi celui qui ose affirmer publiquement l'ambition de faire renaître le monde turc "de l'Adriatique à la muraille de Chine" (9).

Rêve ou mirage ? Le panturquisme fait naturellement songer à Enver Pacha, au dessein qui fut le sien et dont les turcologues français ne disent jamais rien. A l'inverse de Mustafa Kemal, Enver Pacha (1881-1922) a engagé une politique fondée à la fois sur l'appartenance ethnique et religieuse, avec la volonté d'un retour aux sources, à l'Asie centrale, berceau de l'aventure turque. Enver Pacha qui est l'un des chefs de la révolution Jeunes-Turcs, joue un rôle déterminant dans l'abdication du sultan

Abdülhamid II. Il s'empare du pouvoir, constitue un triumvirat avec Talat Pacha et Cemal Pacha. Avec lui, la Turquie s'engage aux côtés des Empires centraux lors de la Première Guerre mondiale. En avril 1915, il donne son accord à Talat Pacha pour la déportation des Arméniens ottomans. En novembre 1918, il prend la fuite en Allemagne, tente de reprendre pied en Turquie deux ans plus tard. En septembre 1920, il assiste au congrès de Bakou organisé par Karl Radek, veut unifier les peuples turcophones de l'Asie centrale, part pour le Turkestan occidental, se retourne contre les bolcheviks, organise la résistance des peuples touraniens dans une perspective panturquiste et islamiste. Il remporte d'éclatants succès, notamment à Douchanbe. Contre lui, Trotski envoie Boudienny et sa cavalerie. Enver Pacha trouve la mort le 4 août 1922, au Tadjikistan, en des circonstances restées imprécises. Rapatrié en 1996, son corps est inhumé comme celui d'un héros national sur la "Colline de la Liberté" à Istanbul.

Aujourd'hui, les dirigeants turcs oublient toute prudence. Ils ont refusé aux troupes américaines de traverser la Turquie pour envahir l'Irak (2003). Ils mettent à mal leurs relations privilégiées avec Israël (10), pour se rapprocher de la Syrie et de l'Iran. Membres de l'Organisation de la Conférence islamique, ils jouent de la solidarité religieuse. Ils érigent la Turquie en puissance protectrice des peuples turcophones. L'an dernier, ils ont relancé la mise en cause de la "politique relative aux Turcs" en Bulgarie et en Thrace. En juillet dernier, Erdogan a même dénoncé les atrocités commises par les Chinois dans le Turkestan oriental, "une sorte de génocide", selon ses propres termes, à l'encontre des Ouïgours du Xinjiang (11).

Remonter l'ancienne "route de la Soie". Rassembler tous les turcophones de l'Asie centrale mythique. Les Turcs en ont-ils les moyens ? L'Asie centrale est un espace sinistré par les ravages du soviétisme, actuellement soumis à la pénétration chinoise. Ils se heurteront fatalement aux Russes et aux Chinois, ainsi qu'aux réticences de leurs prétendus "frères". L'Ouzbékistan tient plus à ses liens avec la Russie. Le Turkménistan s'entend avec la Chine, laquelle vient d'inaugurer un gazoduc de près de deux mille kilomètres pour acheminer le

gaz turkmène via l'Ouzbékistan et le Kazakhstan jusqu'à Xinjiang et au-delà. A considérer le passé, les Ottomans ont progressé vers l'Ouest, du lac Baïkal à l'Anatolie, des Balkans, via la Hongrie, aux portes de Vienne. En même temps, ils ont pris le contrôle du Moyen-Orient, de l'Egypte, du Maghreb et de la Méditerranée ...

Pour l'heure, la diplomatie opportuniste néo-ottomane joue avec habileté de la naïveté européenne, de la position de carefour des approvisionnements énergétiques, tout en inventant un non-alignement des plus ambigus. Elle montrera fatalement sa capacité de nuisance.

**Charles Haegen**

- (1) Lors de l'émission *Ce soir (ou jamais !)* sur France 3.
- (2) Conseillère à l'Elysée de Georges Pompidou, puis, toujours avec Pierre Juillet, de Jacques Chirac, à Matignon, ensuite à la tête du RPR : on lui prête d'avoir rédigé l'appel de Cochin en 1979. Candidate à l'élection présidentielle de 1981, elle fait campagne contre le traité de Maastricht en 1992.
- (3) Fils du journaliste Olivier Todd, membre des Jeunes communistes au Lycée internationale de Saint-Germain-en-Laye, à la fois essayiste, démographe, sociologue et politologue. La paternité de l'expression "la fracture sociale", utilisée par Chirac lors de sa campagne présidentielle, lui est souvent attribuée.
- (4) Roger-Pol Droit dit l'inverse. Lire sa démonstration : *L'Occident expliqué à tout le monde*, Editions du Seuil, Paris, 2008.
- (5) *Zaman* ("le temps" en turc), de tendance islamiste, fondé en novembre 1986, fréquemment tiré à près d'un million d'exemplaires, distribué dans plus de quatre-vingt pays, dispose d'une édition quotidienne anglaise *Today's Zaman*, d'une édition quotidienne allemande *Zaman Avrupa*, et d'une édition française hebdomadaire *Zaman France*.
- (6) Institution officieuse, basée à Ankara, l'USAK fonctionne pour le compte de l'actuel ministre des Affaires étrangères qui a été le conseiller d'Erdogan.
- (7) Du 7 janvier 2010.
- (8) Jean-Paul Burdy et Jean Marcou : *La Turquie à l'heure de l'Europe*, [Presses] universitaires de Grenoble, Grenoble, 2008.
- (9) *La Turquie en Europe*, Plon, Paris, 1988.
- (10) Après plusieurs incidents majeurs dont l'annulation des manœuvres militaires communes, la visite à Ankara, le 17 janvier, du ministre israélien de la Défense Ehoud Barak peut-elle les rétablir ?
- (11) Peuple turcophone, islamisé seulement au XVIe siècle, annexé en 1750 par la Chine. Ils sont environ trois cents mille en Turquie.